

AVIS AU PUBLIC

Evaluation environnementale stratégique (EES/SUP)

(Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement)

En application des dispositions de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, le collège échevinal a déterminé, la Ministre de l'Environnement entendu en son avis, que la modification ponctuelle prévue du plan d'aménagement général actuellement en vigueur n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et qu'elle n'est dès lors pas soumise à une évaluation environnementale.

Cette décision avec les pièces à l'appui est à disposition du public à la maison communale à Walferdange et sur le site internet www.walfer.lu.

Un recours en annulation est ouvert devant le tribunal administratif contre la décision prise. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à compter de la présente publication.

Walferdange, le 18 mai 2022.

Pour le collège des bourgmestre et échevins

Le secrétaire communal,



Patrick Delmarque

Le bourgmestre,



François Sauber



Grand-Duché de Luxembourg
Großherzogtum Luxemburg

Commune de

Gemeinde

WALFERDANGE

Extrait du registre aux délibérations

Auszug aus dem Beratungsregister

du Collège des bourgmestre et échevins de la commune de
des Schöffenrates von **WALFERDANGE**

Séance du **13 mai 2022**

Présents M. M. François SAUBER, Michel FEIDT, Jessie THILL /
Patrick DELMARQUE, secrétaire communal

Absents : a) excusé
b) sans motif

OBJET : Evaluation des incidences sur l'environnement d'une modification
Gegenstand : ponctuelle du plan d'aménagement général

Le collège des bourgmestre et échevins

Vu le plan d'aménagement général de la commune de Walferdange portant la référence 11C, approuvé définitivement par le conseil communal le 15 juin 2009, par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région le 30 juillet 2010, et par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures – Département de l'Environnement le 17 décembre 2009 et le 14 février 2011, tel qu'il a été modifié par la suite,

Vu que le plan d'aménagement général de la commune de Walferdange est basé sur le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune,

Vu que différentes déterminations (usages publics dans les zones mixtes, zones d'utilité publique superposées d'une obligation de plan d'aménagement particulier ou de plan directeur, zones de bâtiments et d'équipements publics, prescription de valeurs minimales de COS et de CMU, incertitudes juridiques dues à la législation actuelle) constituent des obstacles à la mise en œuvre du PAG,

Vu que pour cette raison, le collège échevinal envisage d'entamer une procédure de modification ponctuelle de la partie graphique et de la partie écrite du plan d'aménagement général,

Vu la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement,

Vu que conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 3 de la loi précitée les modifications mineures des plans et programmes ne sont obligatoirement soumis à une évaluation environnementale que lorsque l'autorité responsable du programme estime, le ministre entendu en son avis, qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement,

Vu la lettre du 6 avril 2022 adressée par le bourgmestre de la commune de Walferdange au Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, département de l'Environnement, énumérant en détail les modifications ponctuelles de la partie graphique et de la partie écrite du plan d'aménagement général projetées, et arrivant à la conclusion suivante :

Begründung der Unerheblichkeit potenzieller Umweltauswirkungen

Die PAG-Änderungen dienen der Bestandsregulierung (Umklassierungen in eine Zone für öffentliche Nutzungen) und der Vereinfachung von Bauprojekten (Verzicht auf Pflicht zur Erstellung von PAP „Nouveau Quartier“, Zulässigkeit kleinerer An- und Umbaumaßnahmen ohne Pflicht zur Erstellung eines PAP) sowie der Gewährleistung der Schaffung einer angepassten Bebauung (Abschaffung von minimalen COS- und CMU-Werten) und der Adaption an die aktuelle Gesetzgebung (Berechnungsgrundlage COS und CUS). Eine Erweiterung des bebaubaren Bereichs ist nicht vorgesehen.

Da im Rahmen der geplanten PAG-Änderung keine neuen Nutzungen geschaffen, sondern lediglich bestehende Nutzungen gesichert werden und eine Vereinfachung von administrativen/gesetzlichen Anforderungen angestrebt wird, ist nicht mit Auswirkungen auf die Umwelt und die Schutzgüter zu rechnen. Bauprojekte sind weiterhin nur unter Beachtung der entsprechenden übergeordneten Gesetze (Naturschutzgesetz für Biotop- und Habitatschutz, Stellungnahmen der verantwortlichen Behörden wie CNRA, INPA, AGE) sowie unter Einhaltung der Hygiene- und Sicherheitsvorschriften zulässig.

Vu que le collège échevinal est d'avis que la modification ponctuelle du plan d'aménagement général projetée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement,

Vu l'avis émis le 29 avril 2022 par le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, référence 102444/PS-mb,

Vu que Monsieur le Ministre partage l'appréciation du collège des bourgmestre et échevins comme quoi des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet et que partant celui-ci ne nécessite pas une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales,

Vu les dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

décide à l'unanimité

de déterminer que la modification ponctuelle du plan d'aménagement général projetée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et qu'elle n'est dès lors pas soumise à une évaluation environnementale.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

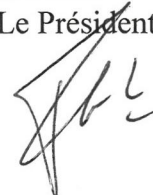
Le Collège Echevinal,

Pour expédition conforme.

Walferdange, le 13 mai 2022.

Le Secrétaire,

Le Président,





Luxembourg, le

29 AVR. 2022

COMMUNE DE WALFERDANGE	
Entrée le:	03 MAI 2022
Service:	Prois / 128
Réf.:	

Administration communale de
Walferdange
B.P. 1
L-7201 Walferdange

N/Réf : 102444/PS-mb
Dossier suivi par : Pit Steinmetz
Tél. : 247 86857
E-mail : pit.steinmetz@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis 2.3)

Modification ponctuelle du plan d'aménagement général de la commune de Walferdange concernant la partie écrite et la partie graphique

Monsieur le Bourgmestre,

Je me réfère à votre courrier du 6 avril 2022 dans le contexte du dossier émarginé et vous informe que je partage l'appréciation du collège échevinal comme quoi des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet. Une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales n'est donc pas nécessaire.

Je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la prédite loi, la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable

Claude Turmes

Copie pour information : Ministère de l'Intérieur
Administration de la Nature et des Forêts

Walferdange, den 6. April 2022

Ministère de l'Environnement, du
Climat et du Développement durable
à l'attention de Mme la Ministre
- Département de l'Environnement -
4, Place de l'Europe
L -1499 Luxembourg

Sachbearbeiter : Gilles Schoder 330144-260 urbanisme@walfer.lu

Betreff: Anfrage zur Stellungnahme der für Umwelt zuständigen Ministerin nach Artikel 2 (3) SUP Gesetz, „loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement“, zur Unerheblichkeit der Umweltauswirkungen der PAG-Änderung „Partie écrite et graphique“, Gemeinde Walferdange

Sehr geehrte Frau Ministerin,

Nachfolgend finden Sie die Projektbeschreibung und Begründung der Unerheblichkeit potenzieller Umweltauswirkungen der geplanten PAG-Änderung in der Gemeinde Walferdange, mit Bitte um Stellungnahme nach Artikel 2 (3) SUP-Gesetz.

Allgemeines

Planungen aus dem obligatorischen Anwendungsbereich des SUP-Gesetzes, die die Nutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegen, sowie geringfügige Änderungen der unter Artikel 2 (2) fallenden Pläne und Programme bedürfen nur dann einer Strategischen Umweltprüfung (SUP), wenn sie voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben.

Entsprechend Artikel 2 (3) ist die Entscheidung der Gemeinde, keine SUP durchzuführen, zu begründen und der für Umwelt zuständigen Ministerin zur Stellungnahme vorzulegen.

Die Öffentlichkeitsbeteiligung nach Artikel 2.7 und 7.1 sowie Einspruchsmöglichkeiten nach Artikel 12 sind zu berücksichtigen.

Projektbeschreibung

Der PAG der Gemeinde Walferdange basiert auf dem „Règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune“.

Verschiedene Festsetzungen (öffentliche Nutzungen in Mischgebieten, mit PAP oder PD-Pflicht überlagerte, bebaute und erschlossene Zonen für öffentliche Nutzung, Vorgabe minimaler COS- und CMU-Werte, juristische Unsicherheiten aufgrund der aktuellen Gesetzgebung) stellen Hindernisse in der Umsetzung des PAG dar. Aus diesem Grund beabsichtigt die Gemeinde Walferdange die Durchführung einer punktuellen PAG-Änderung. Diese bezieht sich auf den graphischen sowie schriftlichen Teil und umfasst folgende Punkte:

Änderung der partie graphique des PAG

- **Umklassierung von „Zones mixtes à caractère central“** entlang der „Route de Diekirch“ (rückwertiger Bereich der Gebäude 5, 7, 9, Route de Diekirch (Parkplätze) und Fläche des „Biergercenters“ (23, Route de Diekirch)) in **„zones de bâtiments et d'équipements publics“**. Die entsprechenden Flächen liegen zentral in der Ortschaft Walferdange gegenüber der Gemeinde, sind in Besitz der Gemeinde und werden öffentlich genutzt bzw. sollen öffentlich genutzt werden.

Im Bereich dieser zentralen, öffentlich genutzten Flächen soll außerdem aufgrund der bereits bestehenden Erschließung und Bebauung die **Pflicht zur Erstellung eines PAP „Nouveau Quartier“ aufgehoben** werden.

Eine eventuelle Notwendigkeit zur Erstellung eines PAP wird durch Art. 108bis des geänderten Städtebaugesetzes von 2004 geregelt.



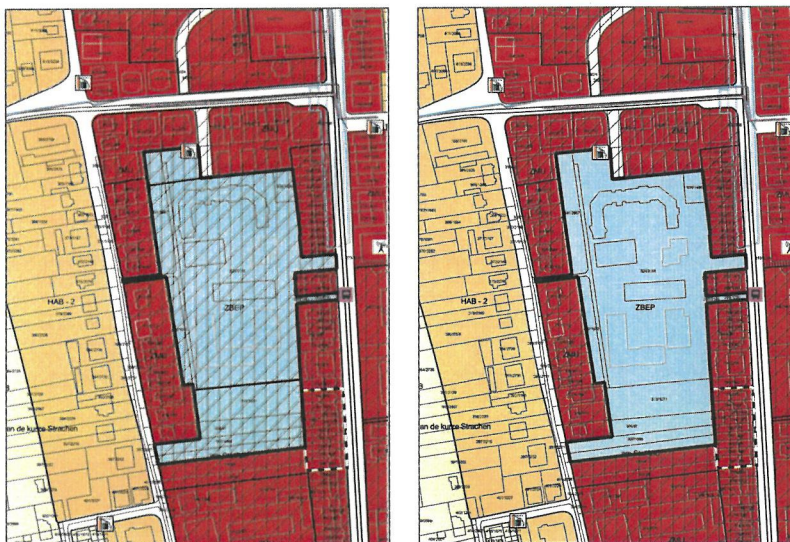
Auszug PAG en vigueur (links) et modifié (rechts)

- **Aufhebung der Pflicht zur Erstellung eines PAP „Nouveau Quartier“** für den Bereich der schulischen Infrastrukturen in Helmsange. Die Flächen sind größtenteils bereits bebaut, eine eventuelle PAP-Pflicht für Erweiterungen wird durch Art. 108bis des geänderten Städtebaugesetzes von 2004 geregelt.



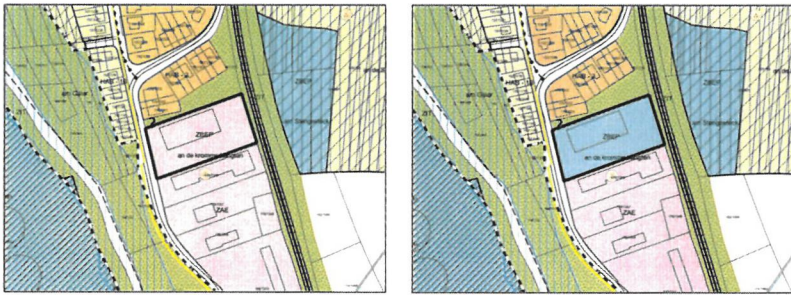
Auszug PAG en vigueur (links) et modifié (rechts)

- **Aufhebung der Pflicht zur Erstellung eines PAP „Nouveau Quartier“ und eines „Plan Directeur“ für den Bereich der schulischen Infrastrukturen in Bereldange. Die Flächen sind größtenteils bereits bebaut, eine eventuelle PAP- / PD-Pflicht für Erweiterungen wird durch Art. 108bis des geänderten Städtebaugesetzes von 2004 geregelt.**



Auszug PAG en vigueur (links) et modifié (rechts)

- **Umklassierung einer „zone d’activités économiques“ in eine „zone de bâtiments et d’équipements publics“ am Standort des „Atelier communal“ (87, Rue de l’Eglise). Die Fläche ist im Besitz der Gemeinde und wird öffentlich genutzt.**



Auszug PAG en vigueur (links) et modifié (rechts)

- **Umklassierung einer „zone d'habitation 2“ in eine „zone de bâtiments et d'équipements publics“** im östlichen Teil des Friedhofes (rückwertiger Bereich der Parzelle 81/1172). Dieser Teil wird bereits für den Friedhof genutzt (Urnengräber) und befindet sich ebenfalls im Besitz der Gemeinde.



Auszug PAG en vigueur (links) et modifié (rechts)

Änderung der Partie écrite des PAG

- Anpassung der **Berechnungsgrundlage von COS- und CMU-Werten** für PAP: Die COS- und CMU-Werte müssen im Rahmen eines PAP „Nouveau Quartier“ nicht mehr pro Parzelle, sondern für den gesamten Geltungsbereich des PAP „Nouveau Quartier“ eingehalten werden.
- **Abschaffung minimaler COS- und CMU-Werte:** Der PAG der Gemeinde Walferdange sieht in Wohn- und Mischgebieten minimale COS- und CMU-Werte vor. Diese stellen vor allem bei schmalen und tiefen Grundstücken ein Problem dar, da zur Einhaltung der vorgegebenen Werte die Bebauung oft in die Tiefe gehen muss und so Probleme für die angrenzenden Nutzungen (Gärten) und die Wohnhygiene (Belichtungsverhältnisse) entstehen können.

- **Pflicht zur Ausarbeitung eines PAP:** Die „obligation générale d'établir un PAP“ wird nicht mehr durch den PAG geregelt, sondern ausschließlich durch das geänderte Städtebaugesetz von 2004.
- **Möglichkeit für kleinere An-/Umbauten und der Herstellung von öffentlichen Infrastrukturen in den „zones soumises à PAP“:** In den Bereichen, die mit einer „zone soumise à PAP“ überlagert sind, soll es in Zukunft möglich sein, Dépendancen und Anlagen des öffentlichen Interesses (Energieversorgung, Telekommunikation, Wasser und Abwasser) herstellen zu können. Bestehende Gebäude sollen renoviert, umgenutzt und geringfügig erweitert werden können.
- Zur Vereinfachung und zur Gewährleistung der **juristischen Sicherheit** wird vorgeschlagen, Reglemente, die nicht in den Kompetenzbereich der Gemeinde fallen, z. B. Naturschutzgebiete, aus dem schriftlichen Teil des PAG zu streichen.

Begründung der Unerheblichkeit potenzieller Umweltauswirkungen

Die PAG-Änderungen dienen der Bestandsregulierung (Umklassierungen in eine Zone für öffentliche Nutzungen) und der Vereinfachung von Bauprojekten (Verzicht auf Pflicht zur Erstellung von PAP „Nouveau Quartier“, Zulässigkeit kleinerer An- und Umbaumaßnahmen ohne Pflicht zur Erstellung eines PAP) sowie der Gewährleistung der Schaffung einer angepassten Bebauung (Abschaffung von minimalen COS- und CMU-Werten) und der Adaption an die aktuelle Gesetzgebung (Berechnungsgrundlage COS und CUS). Eine Erweiterung des bebaubaren Bereichs ist nicht vorgesehen.

Da im Rahmen der geplanten PAG-Änderung keine neuen Nutzungen geschaffen, sondern lediglich bestehende Nutzungen gesichert werden und eine Vereinfachung von administrativen/gesetzlichen Anforderungen angestrebt wird, ist nicht mit Auswirkungen auf die Umwelt und die Schutzgüter zu rechnen. Bauprojekte sind weiterhin nur unter Beachtung der entsprechenden übergeordneten Gesetze (Naturschutzgesetz für Biotop- und Habitatschutz, Stellungnahmen der verantwortlichen Behörden wie CNRA, INPA, AGE) sowie unter Einhaltung der Hygiene- und Sicherheitsvorschriften zulässig.

Insgesamt werden durch die PAG-Änderung „Partie écrite et graphique“ in der Gemeinde Walferdange keine erheblichen Umweltauswirkungen im Sinne des SUP-Gesetzes erwartet.

Im Anhang des vorliegenden Dokumentes befinden sich folgende Pläne:

- PAG en vigueur der Ortschaften Bereldange, Helmsange und Walferdange (2050_04_01_Be_I, 2050_04_01_He_I, 2050_04_01_Wa_I)
- PAG modifie der Ortschaften Bereldange, Helmsange und Walferdange (2050_04_01_Be_II, 2050_04_01_He_II, 2050_04_01_Wa_II)

Mit freundlichen Grüßen

Der Gemeindesekretär,



Patrick Delmarque

Der Bürgermeister,



François Sauber